

Jeunes ouvriers bacheliers. Sur le déclassement des « enfants de la démocratisation »

The Social Decline of the "Children of the Era of School Democratisation"

Jóvenes obreros bachilleres. Cambio de clase de los « hijos de la democratización »

Stéphane BEAUD

Number 43, Spring 2000

Voir les jeunes autrement

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/005055ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/005055ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1204-3206 (print)

1703-9665 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

BEAUD, S. (2000). Jeunes ouvriers bacheliers. Sur le déclassement des « enfants de la démocratisation ». *Lien social et Politiques*, (43), 103–112.
<https://doi.org/10.7202/005055ar>

Article abstract

This article is based on a research study that interviewed 25 young people from an industrial region in eastern France in 1998. It seeks to analyse the social decline of young people of working-class origin who, often in spite of themselves, participated in the wave of school démocratisation between 1985 and 1995. Different case studies reveal their failure to pass the examinations which were formally opened to them, their view of themselves as only temporary workers when they find work in a factory, and a parallel social decline in the family, because family members who attended a professional lycée may have done better. The case studies also uncover a feeling of low self-worth related to the return to the factory they had sought to avoid by undertaking longer studies.

Jeunes ouvriers bacheliers. Sur le déclassement des « enfants de la démocratisation »

Stéphane Beaud

Le développement de la scolarisation a eu des effets sur les « jeunes » qu'il est nécessaire de comprendre, précisément pour saisir après coup l'intérêt de ce mouvement. C'est pourquoi on appréhende les conséquences sociales du passage par les études longues pour les enfants de classes populaires ou, plus exactement, pour ceux que l'un d'entre eux, pour nommer le groupe auquel il se sent appartenir, appelle, avec un accent d'ironie dans la voix, les « enfants de la démocratisation ». On peut les connaître grâce à une enquête par entretiens effectuée entre juillet 1997 et juillet 1998 auprès de jeunes diplômés de

l'enseignement supérieur en voie d'insertion professionnelle¹. Les résultats présentés portent sur des individus de niveau « bac plus 1 » et « bac plus 2 », qui se retrouvent depuis leur entrée dans la vie active dans des situations précaires : ouvriers et ouvrières intérimaires dans des PME, serveuses, caissières ou vendeuses, en CDD ou en temps partiel contraint. Les entretiens ont cherché à éclairer leur parcours depuis leur sortie du système d'enseignement et, malgré leurs réticences, à faire retour sur leurs trajectoires scolaires.

Deux ou trois ans après l'arrêt de leurs études, la blessure de l'échec à l'université est toujours vive. En même temps affleure souvent dans leurs propos le reproche, qu'ils n'osent pas toujours formuler

devant le chercheur d'État, qu'on — les professeurs, les conseillers d'orientation, etc. — aurait dû les prévenir plus tôt de la difficulté de la tâche qui les attendait. Cela les aurait peut-être empêchés de se lancer de manière inconsidérée dans cette entreprise des études longues. Après coup, ces ouvriers bacheliers, interviewés en cette fin des années 1990, regrettent l'absence de règles strictes, de professeurs sévères, d'une administration présente, comme si l'institution scolaire et universitaire les avait bercés d'illusions et s'était abandonnée au laisser-aller. En même temps, ils sont aussi prêts à reconnaître que s'ils ont échoué à la faculté, c'est, disent-ils sans faux-fuyant aujourd'hui, parce qu'ils n'ont pas su ou pas voulu travailler.

Ils n'hésitent plus à reconnaître leur responsabilité finale dans leur échec, qu'ils ont même tendance à interpréter en termes psychologisant (« j'étais pas mûr », « pas assez grand », « Moi, faut me pousser », etc.).

Du rêve des concours de fonctionnaires aux agences d'intérim

Ces jeunes diplômés croient encore, à leur sortie du système d'enseignement, en la valeur relative de leurs titres scolaires. Ils vont explorer jusqu'au bout les différentes pistes qui leur permettent de rentabiliser leur investissement scolaire, opposant une sorte de résistance à la déqualification. Ils postulent des emplois-jeunes, passent en même temps les petits concours de la fonction publique (Police et gendarmerie, Trésor, Impôts, Douanes) ou cherchent à suivre une formation professionnalisante. Leur échec récurrent à ces concours de niveau bac ou brevet constitue un choc qui leur fait mesurer, d'une part, l'intensité de la compétition sociale qui a été jusqu'alors masquée par le cloisonnement des filières et, d'autre part, la faiblesse des chances qui sont les leurs de réussir à ces épreuves. Le concours est l'instrument qui permet en quelque sorte d'établir leur niveau, opère ainsi comme une sorte de miroir grossis-

sant de la dévaluation des titres scolaires universitaires, notamment de type DEUG, et de leur propre valeur sociale. Au moment où ils échouent aux différents concours qu'ils passent, ils se sentent objectivement rabaissés au niveau de ceux qui ont le niveau bac ou simplement le niveau brevet.

Marc G., 24 ans, fils d'employé, après avoir passé un bac ES en juin 1993, s'est inscrit en première année de DEUG d'AES en vue d'acquérir une culture générale et de mieux se préparer au concours de la gendarmerie. Travaillant peu, manquant de repères à la faculté, il échoue deux années de suite à son examen de première année. Après un travail de huit mois comme employé dans un hypermarché et seize mois de service militaire dans la gendarmerie, il s'inscrit à l'ANPE en septembre 1996 et à différentes agences d'intérim tout en passant sans succès différents concours² :

Quand les résultats des concours sont tombés, j'ai commencé à réagir, enfin réagir... C'est-à-dire que là vraiment je me disais qu'il fallait faire quelque chose, au moment où j'avais eu tous mes résultats de concours et puis j'avais aucun résultat [positif]. Donc là j'ai commencé — puisque je voulais pas le faire au début, ça — à m'inscrire dans les boîtes d'intérim. C'était pas vraiment prévu dans ma tête au début... Je me disais... « Je vais réussir »... Parce que c'est vrai que quand on est en fac — ou même à l'armée, enfin à l'armée on est un peu comme on dit chouchouté, c'est un cocon —, mais surtout quand on est en fac, on s'imagine que le concours administratif, ah ben c'est bon, on voit ça [mimant la facilité]... On nous donne des livres avec marqué « Il faut avoir tel niveau, tel niveau ». Mais bon ce qu'on sait pas, c'est que les épreuves et la sélection sont quand même assez difficiles. Et aussi, ce qu'on ne sait pas aussi, c'est qu'on se présente et qu'on est je sais pas combien à passer le concours. Moi quand j'ai passé celui des douanes, il y avait 73 postes sur toute la France... Et on était rien que 600 sur la région de Besançon... 600 !... Donc déjà, ça, on s'en rend pas compte. Et c'est une fois

qu'on passe les concours que... Et puis on a toutes sortes de personnes, on a aussi bien une personne qui aura... Parce que le concours des douanes, c'était un niveau brevet ou un truc comme ça. Il y aura des personnes qui auront un bac plus 3, bac plus 4, même bac plus 5 avec des personnes qu'ont qu'un bac. Donc il y a vraiment toutes sortes de personnes qui se présentent là-dedans et ça c'est vrai qu'on réalise pas. On se fait trop une mauvaise idée du concours. Je pense que l'information, au niveau des concours administratifs, je sais pas si elle passe bien. Et puis là maintenant bon moi je connais, parce que j'en ai passé plusieurs, mais je me rends compte, c'est quand je discute avec des étudiants... Parce que j'ai encore beaucoup de contacts avec les étudiants à Besançon, parce que j'ai pas mal de copains qui sont restés en faculté et tout... Et c'est vrai qu'on se fait une idée différente du concours, on s'imagine que c'est plus facile... En fait c'est pas si facile que ça, de rentrer là-dedans. Donc c'est pour ça que j'ai été surpris... Au début, je me suis dit je suis sorti de l'armée, je discutais... Comme j'étais en gendarmerie, j'avais des relations avec les douanes, on faisait des contrôles avec les douanes, donc j'avais des infos... Eux, ils avaient réussi, donc c'est sûr que pour une personne qui a réussi le concours, c'est pas si difficile que ça, c'est vrai. Donc on me disait « Ouais c'est bon, tu peux rentrer là-dedans », donc je m'imaginais déjà, je me disais les douanes ou la police... même à un certain moment à la gendarmerie... Bon c'est vrai qu'après on est surpris. Et à partir de ce moment-là, je me suis dit « Bon ben il faut vraiment faire quelque chose, parce que je peux pas rester chez moi sans rien faire ». Parce que je suis resté quand même sept mois à passer des concours ou à tourner chez moi à rien faire.

L'écart entre le nombre de postes offerts au concours et le nombre de candidats entraîne des effets de découragement chez les jeunes diplômés. Certains peuvent même être amenés à mettre en doute la loyauté des concours de fonctionnaires. Loïc, fils d'ouvrier Peugeot, titulaire d'un BTS de protection de l'environnement, a passé le concours de technicien des parcs nationaux (neuf places au niveau national et plus de 400 candidats

ayant planché) et y a échoué. Il avoue ne pas compter se représenter, notamment parce que les dés lui semblent pipés d'avance :

— [Au concours] j'y suis allé comme ça. Peut-être si j'avais préparé... parce qu'en plus, c'était carrément le programme du BTS, quoi. [Long silence... « Vous hésitez... »] Oui, je sais pas... [silence] Parce que moi cette masse de personnes qu'on était et puis... [il hésite] Ce nombre qui était écrit là, qu'il y avait neuf places. Puis je voyais déjà que rien que sur Paris, on était déjà 400 et puis qu'il y avait quatre centres en France ! [Poursuivant, plus bas] Je pensais que les places étaient déjà attribuées, quoi, quasiment... [À qui ?] Je sais pas, il y a toujours ce préjugé que les concours, c'est... [il hésite, je lui souffle « pour les autres »] Oui et puis que... en fait les concours, c'est... les postes sont déjà quasiment pourvus, quoi... Par le piston, quoi.

— Vous ne croyez pas à un concours républicain...

— Non... Non... Surtout quand il y a pas beaucoup de places comme ça...

— Vous n'avez aucune confiance dans le système des concours ?

— Non. [Atténuant] Pas beaucoup quand même... Il y en a peut-être quelques-uns qui passent... je sais pas ! C'est peut-être pas le cas de tous les concours, mais je sais pas [moue sceptique]. Moi j'ai l'impression que les places sont déjà attribuées, mais je me fais peut-être des fausses idées, hein ! Je sais pas pourquoi j'ai cette impression mais ça me paraît être le système français qui est comme ça, quoi... Que ça marche quand même pas mal beaucoup au piston, quoi. Et puis qu'on fait des concours parce qu'il faut les faire, quoi. Même si on sait que, sur la masse, on va en recruter la moitié par concours et puis que le reste est déjà attribué, quoi.

Une fois fermées les portes des emplois-jeunes et de la petite fonction publique, les jeunes diplômés que l'on a interviewés se rabattent sur les emplois aidés qui leur sont proposés par la mission locale ou se portent sur le marché externe du travail. Ils cherchent d'abord un travail correspondant à leur formation, appliquant à la lettre les consignes de la recherche d'emploi telles



qu'on les leur a enseignées. Au bout de quelques mois, faute d'un quelconque retour, ils commencent à « douter », demandent conseil à leurs amis ou à des professionnels de l'insertion, faisant par exemple examiner leur CV. Après avoir corrigé à la marge leur « profil », ils poursuivent leurs démarches, qui n'aboutissent pas davantage. Au fil du temps, leur épargne se réduit considérablement, leurs espoirs de trouver un emploi stable et qualifié s'amenuisent. Ils se disent qu'il leur faudrait peut-être changer de voie, consulter les organismes d'emploi ou de formation, etc. Mais il leur faut, pour entreprendre ces démarches, effectuer le travail du deuil d'une insertion professionnelle qui rentabilise *a minima* l'investissement éducatif consenti par la famille.

Une fois ce douloureux travail sur eux-mêmes réalisé, ils sont en mesure d'en rabattre, de telle sorte qu'ils se résignent alors à « élargir le cercle » (comme disent les professionnels de l'insertion) en ne se focalisant plus sur des emplois de niveau « bac plus 2 » ou « bac ». Ils sont alors prêts, si l'on ose dire, pour « faire les agences [d'intérim] », chercher à obtenir des « missions » d'une semaine ou quinze jours pour occuper un emploi d'ouvrier non qualifié. En postulant des emplois « de production » dans les PME de la

région, ils se retrouvent en concurrence avec les « non diplômés » et entrent dans le monde de la très grande précarité (les missions sont parfois de quelques jours), qui leur fait bien mesurer qu'ils sont devenus une main-d'œuvre interchangeable, une « force de travail simple ».

Ouvriers « de passage » dans des PME

Ces premiers emplois d'ouvrier, qu'on pourrait presque appeler d'insertion, leur permettent, « en attendant », de mettre de l'argent de côté et surtout de gérer relativement en douceur leur confrontation au marché du travail : ils échappent ainsi au statut de chômeur. Tout en effectuant leur travail, ils ont d'autres perspectives en tête : repasser les concours, tenter une formation AFPA, tenter sa chance dans la musique... Ces ouvriers bacheliers vivent, dans un premier temps, leur condition ouvrière comme provisoire. Cette manière de ne pas se projeter dans l'avenir et les différences qui les séparent des autres ouvriers, notamment en termes de distance culturelle, les empêchent de se sentir appartenir à une « communauté de destin ». Ils vont être des « ouvriers de passage », qui, par leurs attitudes au travail, se démarquent fortement des autres ouvriers, y compris des jeunes du même âge qu'eux³. Car le passage par le lycée et même l'université, fût-il bref et « raté », produit un nouveau rapport au monde : il conduit un certain nombre d'entre eux à accroître leur distance avec l'univers ouvrier, univers physique de la saleté et de la crasse et univers mental de la « brutalité », des « préjugés », des « jugements sommaires », des gens « pas très évolués » (comme ils disaient en entretien lorsqu'ils étaient lycéens). Le retour, contraint et forcé, à ce monde qu'ils ont voulu oublier ne se fait pas

toujours facilement. Il leur faut apprendre à trouver leurs marques, s'habituer à leur nouvel univers, apprendre aussi à faire leur deuil d'aspirations plus élevées. Ainsi, ils vivent au jour le jour cette condition ouvrière dans ce qu'elle a, pour eux, de plus contraignant sur le plan physique — les horaires de tournée, la fatigue physique, l'angoisse de ne pouvoir suivre la chaîne ou faire sa fabrication ou celle de faire trop de défauts — et de frustrant voire dégradant en termes de relations sociales. Eux, un temps frottés de culture estudiantine, doivent dorénavant assister ou participer aux discussions d'atelier qui leur font mesurer, jour après jour, qu'ils sont relégués dans un univers social avec lequel ils ont justement voulu rompre par l'École.

Paul J., 25 ans, fils d'ouvrier spécialisé, titulaire d'un bac professionnel de comptabilité, mais non admis en classe de BTS, ayant cherché en vain un métier correspondant à sa formation, a dû se résoudre à prendre un emploi d'ouvrier en intérim, « à la chaîne » dans une usine de fabrication de scooters. Lorsqu'on le rencontre, cela fait trois ans qu'il y travaille six mois d'affilée durant la « saison » (février-juillet); lors des six mois restants, il alterne les périodes de chômage et de petits boulots. Il n'a pas abandonné l'idée de travailler dans sa branche⁴

(« Dans ma tête, dit-il, je suis comptable »). Lorsqu'il parle des relations au travail dans son atelier, il se démarque fortement des jeunes intérimaires, ses voisins de chaîne, qui sont pour la plupart peu ou non diplômés :

— Ce ne sont pas des amis. Non, c'est plutôt des collègues de travail. Bon, j'ai des affinités avec certains mais c'est plus des « embauchés ». Parce que, eux, ils m'ont accueilli, ils m'ont dit : « Si t'as un problème, tu le dis, nous on ira voir le chef », etc. Ils se sont proposés, quoi. Et puis bon depuis trois ans je suis avec eux, je vais manger avec eux, etc. Moi je suis bien avec eux... Pourquoi ? Parce que c'est des personnes d'expérience, quoi. Ils ont des conversations sensées. Parce que, bon, je suis désolé, les jeunes parlent que de sexe. Je sais tout, comment dire, sur la pornographie, je sais tous les gestes qu'il faut faire... Des fois comment dire, à la limite du raisonnable. [Dans le boulot], pendant huit heures de temps, ça parle que de ça. Tandis que lorsque je suis en pause, je vais rejoindre ceux qui sont embauchés, on discute de la vie actuelle : « Tiens t'as vu ce qui s'est passé dans tel pays, dans tel pays, tiens qu'est-ce que t'en penses », etc. Bon c'est des conversations sensées. Moi, je suis ouvert à toutes les discussions. On peut bien plaisanter un petit peu sur le sexe, évidemment ça arrive. [En soupirant] Mais pendant huit heures de temps et tous les jours, hein ! Et c'est pas un seul voisin de chaîne, c'est tous les voisins. [...] Bon... [En souriant] Là ça va encore, ça parle un peu de la Coupe du monde, hein. Bon ça va encore. Moi j'aime bien ça, donc on peut toujours en parler...

— Mais si tu ne te mêles pas à la conversation, est-ce que tu as pas l'impression qu'ils se disent « Tiens, J., il reste dans son coin » ?

— Non, comment dire... Bon, j'ai déjà mis le holà, hein. J'ai dit « Attendez, il y a pas que ça comme conversation, les gars. À l'école, on vous a pas appris ça, à la télévision il y a pas que ça et puis chez vos parents, vous parlez pas que de ça. Moi on rigole une fois, deux fois, trois fois, pas de problème ». Mais... Maintenant, ils ont compris, hein. Ils ont compris... [...] Mais les filles dans l'atelier... Ah ! Les pauvres ! Elles se font charrier... Les propositions qu'elles ont tous les jours... Et des propositions des fois

malhonnêtes... Lorsque le mari est de l'autre tournée, la femme est mariée, hop « Tu viens, on va dans les toilettes » et puis hop crac crac boum boum, quoi. Alors c'est une proposition malhonnête quand même, parce que bon ils profitent que le mari soit pas là pour...

En passant par le système scolaire et universitaire, ces bacheliers devenus ouvriers ont contracté un certain nombre d'habitudes, ont acquis peu ou prou un certain nombre de dispositions. D'une part leur trajectoire les incite à mettre en œuvre des stratégies, dans l'entreprise, pour échapper à ce déclassement et s'efforcer, dans la sphère du travail, de rester à la hauteur du titre scolaire conquis (sinon de haute lutte, du moins à force d'abnégation et de semi-acculturation). On comprend que si le retour à l'usine, à laquelle il s'agissait d'échapper via l'école, est vécu douloureusement par Paul comme par presque tous les enquêtés, c'est aussi parce qu'il leur fait craindre une régression « intellectuelle » et un enfermement dans une condition sociale qui leur a longtemps paru « méprisable ».

En même temps, ce qui est malgré tout frappant chez beaucoup d'entre eux dans leur comportement au travail, c'est le refus de se plaindre, la tendance à accepter ce travail comme une chance, presque comme une aubaine. L'acceptation des conditions de travail ne se comprend qu'en référence à leur objectif de se voir « occupés », de « faire quelque chose », après avoir quitté la faculté. Ce qui fait que, dans un premier temps, le travail, quelle que soit sa nature, est vécu positivement ou, tout au moins, comme un moindre mal, la façon qu'ils ont de pouvoir se dire qu'ils ne se sont pas « plantés complètement ». C'est ce qui leur permet de ne pas « tomber », c'est-à-dire de ne pas devenir « chômeur », d'exister socialement. Ce qui explique cette forme de passivité et ce souci que l'on devine

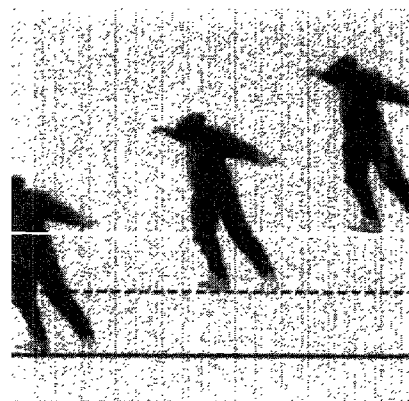
très présent de se « faire petit » : non pas tellement pour « monter » mais pour assurer ses arrières, pour consolider sa place, jouer de cette discrétion pour se faire accepter par la hiérarchie⁵.

Au fur et à mesure que le temps passe diminuent leurs espoirs de freiner l'obsolescence accélérée de leur diplôme, de résister à la déqualification. D'autant plus que, sur l'autre front, celui de l'usine, ils doivent faire leurs preuves — « tenir » leur poste de travail, remplir les objectifs de production, se conformer au zéro défaut, etc. — et, en quelque sorte, honorer la confiance qu'on leur a faite en leur donnant cette « chance » (mot qu'ils finissent souvent par employer) d'avoir cet emploi. Au travail, même s'il s'agit d'une « mission » de quinze jours, d'un CDD sans avenir ou d'un « travail à la chaîne », il est significatif qu'ils font tous les efforts pour donner satisfaction et se comporter comme des ouvriers modèles : ponctuels, sérieux, valeureux, ils ne « manquent » jamais (ni maladie, ni bon de sortie...) et s'efforcent d'entretenir de bonnes relations avec tout le monde dans l'atelier, non seulement avec les autres ouvriers mais aussi avec les « chefs ». Ainsi, ils paraissent particulièrement disponibles, pleins de bonne volonté, dociles. Ils sont en quelque sorte trop heureux d'avoir, en bout de course, trouvé un « boulot », même si celui-ci est aux antipodes de l'emploi escompté. Progressivement, ils se sont laissés gagner par le jeu de l'entreprise, par l'obligation d'atteindre les objectifs de production, de s'impliquer dans l'entreprise, devenant comme à leur insu de plus en plus « ouvriers » dans leur tête. Mais, à la différence des ouvriers rivaux à la chaîne et à leur condition, la plupart de ces « bacheliers OS » ou de ces « opérateurs bacheliers » gardent toujours en eux le secret espoir

qu'ils n'en resteront pas là. Ils aspirent à « monter » vite, à se faire remarquer par la hiérarchie pour passer du côté du petit encadrement d'atelier ou rejoindre les « bureaux », le monde social auquel ils se sont longtemps crus destinés.

Déclassement social et déclassement dans la famille

Si le déclassement de ces ouvriers bacheliers se lit de manière immédiate dans l'écart entre leur niveau d'études et leur position professionnelle, il reste que le déclassement social prend des sens différents selon les contextes, selon qu'il se vit dans le milieu professionnel, dans le milieu d'interconnaissance (groupe d'amis, réseaux sportifs), dans la famille (vis-à-vis de frères et sœurs moins dotés scolairement et pourtant mieux installés professionnellement). Pour montrer comment le déclassement social et le déclassement familial peuvent se redoubler, on prendra appui sur le cas de Cédric, 25 ans, titulaire d'une maîtrise d'AES, ouvrier intérimaire à la chaîne, benjamin d'une famille ouvrière de trois enfants. Son père, qui a travaillé trente ans comme ouvrier à l'usine de Sochaux, est depuis sept ans préretraité. Son frère aîné, pâtissier de formation, a quitté la région pour travailler sur la Côte d'Azur dans un hypermarché où, parti du bas, il est « monté » en devenant chef de rayon. Son autre frère, âgé de quatre ans de plus que lui, est technicien dans l'industrie automobile après un long détour par l'enseignement professionnel (BEP, bac professionnel de maintenance puis BTS). Cédric, lui, a obtenu un bac G2 en 1990 puis une maîtrise d'AES, après avoir redoublé sa première année de DEUG et son année de maîtrise. À l'âge de 24 ans, il décide d'entrer dans la vie active mais, faute de réussir à entrer à la banque ou de trouver un emploi dans son



107

domaine (les « ressources humaines » dit-il), il se résout à devenir ouvrier intérimaire. Au moment où on le rencontre (juillet 1998), il habite toujours chez ses parents⁶, dans un pavillon d'un lotissement voisin du grand quartier HLM.

Cédric, le type sportif, grand, a des airs d'étudiant sage : lunettes rondes avec des montures en écailles, jean et polo sport (Lacoste), cheveux bruns coupés courts. Lors de l'entretien, il parle d'une voix basse, à la limite de l'audible, les deux mains jointes posées devant lui. Plusieurs fois, il nous prie de l'excuser lorsqu'il ne parvient pas à se souvenir de dates ou lorsqu'il ne trouve pas ses mots, comme s'il subissait un examen de passage. Il cherche tout au long de l'entretien à « s'appliquer ». Même si on sent chez lui un grand besoin de parler, de se confier, ce qui frappe immédiatement c'est justement la difficulté qu'il éprouve à trouver les mots justes pour évoquer son malaise. Car ce qui sera le centre absent de l'entretien, c'est son sentiment de frustration et de déclassement, qu'il évoque en baissant la voix (« avec une maîtrise... à la chaîne »). Les choses les plus importantes sur lui-même, il les dira toujours avec une extrême retenue, souvent à l'aide de gestes, presque toujours dans le cadre d'une incise entre deux phrases.

À un moment donné dans l'entretien, après avoir observé que les échecs successifs de ces candidatures spontanées l'ont profondément démoralisé, il reconnaît qu'il « baisse » mais — ce qui est très significatif de l'espèce de fierté blessée qui est la sienne — il ne peut pas dire le mot et, à la place, il fait un geste de la main (le pouce vers le bas). Mais, une fois cet aveu réalisé, il se reprend immédiatement, refuse d'invoquer des excuses car il ne veut surtout pas qu'on s'apitoie sur son sort et qu'on le prenne pour une « victime ». À travers diverses remarques relatives aux « emplois-jeunes », on comprend qu'il réserve cette posture aux « jeunes de cité », catégorie de jeunes qui lui semble statutairement assignée à la double condition de « chômeurs » et de « victimes » et dont il entend en même temps se démarquer. Même s'il traverse une période difficile, il veut continuer à croire dans le ressort méritocratique du fonctionnement de la société. Malgré les démentis que lui ont infligés ses débuts dans la vie active, il paraît encore soutenu par une volonté de réussir. Tout se passe comme s'il continuait à garder confiance dans le discernement des « supérieurs » qui, un jour ou l'autre, finiront bien par reconnaître ses mérites⁷.

Ce qui est peut-être le plus difficile à vivre pour Cédric et dont il parle avec beaucoup de pudeur,

c'est le déclassement qu'il vit au sein même de sa famille. Alors qu'il est le fils le plus diplômé, il occupe aujourd'hui la situation socioprofessionnelle la plus basse et la plus instable. Son frère aîné, titulaire d'un CAP et chef de rayon d'hypermarché, est dorénavant en position de l'aider à trouver du travail dans sa région. Son deuxième frère, passé lui aussi par la voie de l'enseignement professionnel, est devenu technicien juste après l'obtention d'un BTS d'automatisation. Cédric, le cadet, qui avait cru un moment pouvoir damer le pion à ses frères aînés grâce à ce qui apparaissait alors comme ses meilleurs résultats scolaires, se retrouve finalement distancé par eux. En s'engageant dans la voie des études longues, il a pu temporairement jouir d'un avantage comparatif. Il a alors pu exhiber les signes distinctifs de sa petite éléction scolaire (il était « au lycée » et non pas dans un « lèpe ») puis il a assis sa domination sur ses frères en poursuivant de longues études, en devenant le « vrai étudiant » de la famille⁸. Certes, quelques signes d'une poursuite d'études mal maîtrisée pouvaient venir par moments assombrir le tableau séduisant, sur le papier, de sa réussite scolaire : le retard pris dans sa scolarité, le manque de travail suivi, le flou de ses études, etc. Il n'empêche que, vu de l'extérieur, les apparences ont longtemps joué en sa faveur. Cette « victoire » du cadet sur les aînés a duré tant qu'il a pu se maintenir dans le système d'enseignement.

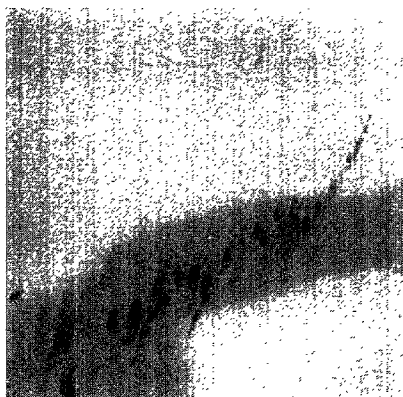
C'est seulement avec son entrée dans la vie active que le voile s'est déchiré et qu'a éclaté aux yeux de tous ce que certains, notamment son frère, qui a fait un « bac pro » puis un BTS, suspectaient, à savoir l'extrême difficulté à monnayer honorablement son titre scolaire péniblement acquis. Il se retrouve perdant dans la course aux diplômes et contraint de faire en

quelque sorte amende honorable auprès des membres de sa famille. La comparaison qu'il ne peut s'empêcher de faire avec ses frères et ses amis lui montre l'ampleur de son déclassement. D'une part, son frère le plus proche cumule les traits de l'établissement professionnel (technicien), matrimonial (marié, une fille) et social (un pavillon récemment acquis), si bien que Cédric en parle dorénavant avec une pointe d'envie (« Lui, il est marié et tout... Il a un gosse... Il est "posé" »)⁹. D'autre part, ses camarades de promotion sont bien installés dans la vie professionnelle : son meilleur ami a intégré une grande entreprise (Elf-Aquitaine), les autres, s'ils ne sont pas devenus « cadres moyens », ont quand même pu devenir employé(e)s, qui au Crédit mutuel, qui aux Assedic. Il semble donc être le seul à avoir plongé si bas.

Au moment où il est objectivement sollicité par la situation d'entretien de faire un « bilan », il est amené à effectuer un retour sur son passé scolaire qui lui est difficile parce qu'il ne peut qu'y lire les germes de sa situation actuelle d'ouvrier temporaire. En effet, celle-ci ne fait que solder d'une certaine manière une trajectoire scolaire chaotique dont on peut repérer quelques traits saillants dans son récit : absence de travail au lycée (« j'étais un élève moyen au lycée »), qui l'a conduit à passer un bac G2 obtenu de justesse, lui interdisant ainsi l'accès aux classes de BTS ; parcours universitaire mené sur un rythme pianissimo qui ne lui a pas permis de rattraper entièrement le retard pris au lycée, ni de combler les lacunes de sa formation première. Ce qui était autrefois vécu sur le mode de l'amusement (il reconnaît avoir été un « rigolo » en cours) se transforme avec le recul en autant de handicaps qui peuvent expliquer les

difficultés qu'il rencontre pour trouver un travail digne de lui.

Le témoignage de Cédric a ceci d'intéressant que son histoire individuelle rencontre l'histoire collective d'une génération qui a été incitée aux études longues. Il a été, à titre personnel, victime en quelque sorte des différents mécanismes de différenciation qui ont accompagné sa période d'adolescence prolongée. Tout se passe comme s'il était en train de payer comptant et au prix fort — parce que ce sont des illusions entretenues par la poursuite qui s'envolent avec ce rappel du «réel» que constitue la double sanction du marché du travail et des concours — la manière dont s'est déroulée sa carrière scolaire et universitaire (scolarité au rabais, travail scolaire au plus juste, habitude prise de longue date de se satisfaire d'une sorte de minimum syndical, toléré par l'institution...). En même temps, l'entretien montre bien comment Cédric, pour faire bonne figure devant l'enquêteur, utilise souvent une sorte de ressource formelle — son niveau de diplôme («bac plus 4») — qui lui donne de la force pour s'obstiner à penser dans les catégories du débouché post-maîtrise: «dans mon domaine» ne cesse-t-il de dire pour évoquer son domaine de spécialisation qui couvre un spectre relativement large d'activités (les ressources humaines, le service du personnel, tout ce qui préfigure le monde des bureaux). D'où aussi une tendance à l'auto-persuasion, le besoin de donner une autre image de lui-même, celle d'un battant, de celui qui au tennis (comme au foot) «joue la gagne», comme il dit, et ne supporte pas de perdre, etc. S'il avait confiance à la sortie de la faculté, c'est parce qu'il était inscrit fortement dans différents réseaux d'interconnaissance locale. D'abord par son père, ouvrier mais qui connaît «du monde chez Peugeot».



Ensuite il est lui-même connu dans le milieu de sa commune; il y joue au foot et au tennis. Il a certainement toujours pensé qu'il pourrait un jour s'appuyer sur ces différents réseaux pour obtenir le coup de pouce décisif, celui qui fait passer la barrière du premier emploi. Cet entretien est très intéressant en ce sens qu'il fait aussi entrevoir la perte d'efficacité des réseaux ouvriers traditionnels. Alors que le fait d'appartenir à une famille d'ouvriers conservateurs, «peugeotistes», offrait une solide garantie pour l'avenir des enfants de la région, il semble que cela ne suffise plus aujourd'hui pour obtenir un emploi.

La peur de devenir «idiot» et la sous-estimation de soi

Si nous souhaitons présenter en détail le cas d'un autre ouvrier bachelier (Loïc est titulaire d'un bac C et d'un BTS d'environnement), ce n'est pas tant à cause du déclassement, peut-être provisoire, qu'il subit mais parce que la manière dont il conduit sa recherche d'emploi révèle une forme de sous-estimation de soi et de déqualification anticipée, qui nous semble caractéristique de nombre de ces jeunes diplômés d'origine populaire. Né en 1974, Loïc est fils d'un ouvrier de l'usine de Sochaux et d'une employée de

bureau. Après avoir obtenu un bac C en 1993, il s'inscrit en première année de DEUG de sciences de la vie mais échoue à l'examen. Il abandonne alors la faculté pour s'inscrire en BTS de gestion et protection de la nature dans un lycée agricole du Jura et obtient en juin 1996 cet examen. Après son service militaire (février 1997-novembre 1997), il cherche en vain un emploi correspondant à sa formation de technicien. Il effectue alors de courtes missions d'intérim comme ouvrier dans différentes PME pour se faire, dit-il, de l'argent de poche¹⁰. En même temps, il postule à deux emplois-jeunes (il échoue à l'oral) et se résigne à passer des petits concours de la fonction publique.

Il a vécu difficilement ses différentes missions en intérim. Le travail d'usine est, pour lui, synonyme de routine, d'ennui, de répétition. Pour lutter contre l'impression de stagnation et d'aliénation qu'il ressent, il cherche à se rassurer sur ses compétences intellectuelles :

— Dans ce type de boulot [ouvrier de PME], on fait le vide dans la tête. C'est ce qu'il y a de mieux à faire... C'est aussi peut-être pour ça que c'est usant, parce qu'on ne pense plus à rien... Ou on essaie de penser à autre chose.

— Et dans ces moments-là, est-ce que vous pensiez justement «Bon là je suis avec mon BTS à faire ce boulot»...

— Ah ben oui. [Silence] Ah ben oui... Bien sûr... Il y a quelque chose je dirais presque de révoltant là-dedans, avec un BTS être obligé de travailler à la chaîne, quoi... [Silence] Si c'était à refaire, j'aurais pas fait de BTS, j'aurais fait un apprentissage et puis j'aurais travaillé à la chaîne... parce que j'aurais pas fait d'études, quoi... Parce que si c'est pour arriver à travailler à la chaîne avec un BTS, il aurait peut-être mieux valu que je perde pas mon temps à faire des études... Quitte à faire des études pour être... comment... régleur ou réparateur de machines, quoi... [On revient sur le contenu du travail] Le travail des horaires de tournée, c'est assez pénible. Et comme j'arrive pas à faire la sieste, c'est encore plus usant, quoi.

— Dans ces moments-là vous retourniez sur votre ordinateur ?

— Oui parce que j'avais pas envie de sortir. Donc je me remettais à l'ordinateur, je faisais des choses... des tests... [en souriant] de QI ou des choses comme ça, quoi. Des choses qui ont complètement rien à voir, quoi. J'ai un logiciel de tests de QI [Il m'explique]. C'est un logiciel qui pose une trentaine de questions de logique. Et puis à la fin il sort un chiffre... Enfin c'est des tests de QI, c'est arbitraire quoi, comme chiffres. Et puis donc il y a une série de tests à faire et puis au bout de... Il y en a 20, je crois. Et puis au bout des 20, il sort une moyenne. Mais, pour l'instant, je ne suis jamais allé au bout des 20...

— Vous n'avez jamais cherché à obtenir votre note...

— Non [silence]. Je fais ça comme ça, juste pour réfléchir, quoi... je fais aussi des mots croisés... enfin tout pour réfléchir... [Un peu plus loin dans l'entretien il explique qu'à l'armée pour ne pas se rouiller et continuer à apprendre, il jouait aux échecs électroniques et faisait des tests de logique] Les premiers tests de logique que j'ai faits, c'était en troisième, c'était des tests de niveau. Puis là je m'étais fait attraper par la conseillère d'orientation qui m'avait dit que j'avais des bons tests. Et puis comme j'étais dans les derniers [en classe], elle trouvait ça un peu bizarre... Ensuite à l'armée, j'en ai fait d'autres. Et là j'ai eu 20... Donc j'ai commencé à me poser des questions et puis... Donc s'en suit des autres tests, pour faire des écoles de préparation militaire, quoi. Enfin des écoles, des stages de préparation militaire. Mais comme j'avais une cheville qu'était pas bonne, c'était pas possible... Mais ça m'intéressait, quoi. Et puis suite à ceux de l'armée, j'ai dit « Quand même

tiens... j'ai eu une bonne note, c'est peut-être intéressant ». Et puis j'ai trouvé un livre où il y avait toute une liste de tests à faire, ça s'appelait « Vous vous croyez surdoué ». Et donc là j'ai commencé comme ça, quoi... Et j'en fais de temps en temps.

— Vous en faites dans les moments où vous avez un peu moins le moral ou ça n'a rien à voir ?

— Oui... Souvent oui... Parce que... [en souriant] parce que ça me donne l'impression de pas être idiot, quoi... Comme j'ai des bons résultats. D'un autre côté, je me dis que c'est des chiffres arbitraires, quoi...

— Mais qu'est-ce qui vous fait penser que vous êtes idiot ?

— Ben le fait de pas trouver de travail, déjà... Quand on rate un entretien d'embauche, on se pose des questions quand même... Alors que bon pareil, au cercle, on nous a expliqué que quand on rate un entretien d'embauche, c'est pas grave, ça peut être à rien, quoi.

Lorsqu'on le rencontre (juillet 1998), il est demandeur d'emploi, s'astreignant à aller régulièrement à l'ANPE, fréquentant assidûment le « cercle de recherche » où on lui apprend à corriger les erreurs dans la rédaction de son *curriculum vitae* (« mon CV, tout était à refaire, quoi ! »). À travers les difficultés qu'il éprouve à se présenter dans ce cadre formel du CV, et notamment la série de « pataquès » qu'il commet, s'exprime bien l'espèce d'inadéquation entre ses propres catégories de pensée et les catégories ordinaires de l'entendement des recruteurs sur le marché du travail. Par exemple, Loïc n'indique pas en haut de la page son identité professionnelle (« technicien supérieur environnement »), sa formation initiale est présentée dans le désordre, son expérience professionnelle mal formulée (« Il y avait tout sauf ce pour quoi je cherchais »), ses intérêts et loisirs exprimés de façon floue (« je restais un peu trop vague »), ses atouts omis (« on m'a dit que je faisais des choses, comme navigation Internet ou des choses comme ça, qui n'étaient pas

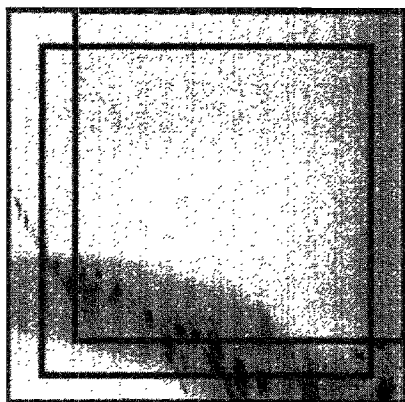
forcément évidentes¹¹ »). Il est aussi très significatif, on pourrait dire symptomatique, qu'il n'hésite pas à mentionner dans son CV ses diverses expériences professionnelles en tant qu'ouvrier d'usine alors qu'il omet de faire figurer ses deux stages en entreprise lors de sa scolarité en BTS. Nous lui demandons alors de préciser le type d'erreur qu'il faisait dans la rédaction de ses premières versions :

Déjà, l'expérience professionnelle... Je parlais que j'avais travaillé à l'usine, des choses comme ça, quoi. Alors qu'en fait, pour l'emploi que je recherche, ça n'a pas trop d'intérêt. Mais, par contre, ce que je ne faisais pas, c'était de détailler ce que j'avais déjà fait. Comme je n'ai qu'une expérience de stage, au moins détailler un peu pour que l'employeur se dise : « Tiens, il sait faire ça, c'est justement ce que je lui demande de faire ». Même mon stage n'apparaissait même pas dans mes expériences professionnelles... Parce que, pour moi, c'était pas une expérience professionnelle. Et puis c'était évident, comme j'avais un BTS, que j'avais fait un stage... Et puis on m'a dit que des évidences, il n'y en avait pas, quoi. Rien n'est évident...

À travers ces différentes « erreurs », on comprend que l'enjeu est le mode de présentation de soi ou, plus exactement, la légitimité à formuler par écrit une présentation de soi qui soit conforme aux normes professionnelles telles qu'on les perçoit. Loïc est, par exemple, quelqu'un qui n'est pas du genre à se mettre spontanément en valeur ; il n'est pas non plus, le reconnaît-il comme pour s'en excuser, ce qu'on appelle un « battant ». En outre, il accorde étonnamment peu de crédit au titre scolaire dont il est possesseur (le BTS d'environnement). Il semble avoir fortement intériorisé la dévaluation des diplômes supérieurs sans nécessairement mesurer la forte différenciation qui existe selon les filières, notamment le fait que les BTS scientifiques sont mieux protégés contre le chômage que les étudiants de la faculté.

S'il refuse de s'identifier à la position professionnelle («technicien supérieur environnement») correspondant à son diplôme (BTS d'environnement), c'est qu'il y a, entre le titre et le poste, un écart qui s'est créé désormais et qui lui semble considérable, presque impossible à franchir. Tout se passe comme si la possession du titre scolaire ne suffisait pas, à ses yeux, pour qu'il puisse revendiquer le poste avec une certaine légitimité. Finalement, le plus frappant est que Loïc, qui semble *a priori* posséder les qualités nécessaires pour trouver un emploi dans les nouveaux secteurs porteurs de l'économie (environnement, informatique, etc.), semble se résigner à se déqualifier, notamment en voulant préparer les concours de la petite fonction publique, pour gravir ensuite les différents échelons. L'essentiel, pour lui, est d'avoir un pied à l'étrier, de démarrer dans la vie professionnelle. Mais l'obstacle le plus difficile à franchir, disons psychologiquement, est sa réticence à reconnaître ses compétences : soit elles lui semblent aller de soi (c'est le cas, on l'a vu, de ses compétences en informatique), soit elles lui paraissent factices parce que trop liées à l'école.

On voit là les effets d'une certaine forme d'héritage ouvrier dans la présentation de soi : il continue, malgré ses diplômes, à vouloir prouver aux employeurs potentiels sa bonne volonté au travail, son adaptabilité. Dans la présentation de soi qu'il offre, il apparaît comme polyvalent, comme un jeune que rien ne rebute au travail (il est prêt à travailler comme jardinier pour «commencer au bas de l'échelle» dans son domaine). Ces valeurs typiquement ouvrières de «dureté au mal» et au travail vont constituer objectivement un frein à son embauche au niveau du diplôme de technicien car elles contribuent,



avec son dénuement matériel, à lui faire lâcher prise trop tôt.

Le sentiment de ne pas être à la hauteur du titre scolaire

Ces exemples montrent que s'il y a bien des causes objectives au déclassement des jeunes diplômés d'origine ouvrière (notamment la contrainte qui les pousse à accepter précocement des travaux d'OS, l'absence d'emplois tertiaires dans cette région industrielle, leur faible mobilité géographique), il n'en existe pas moins des raisons subjectives comme le sentiment de ne pas être à la hauteur du titre scolaire, la sous-estimation de leur valeur sociale. On peut ainsi se demander si l'un des effets les plus puissants du chômage de masse sur les enfants diplômés de milieux populaires n'est pas le terrible découragement qu'il produit «dans les têtes». Parce qu'ils se savent dépourvus de capital social, parce qu'ils n'osent pas bien souvent mettre en œuvre des stratégies de bluff social (par exemple améliorer leur CV en inventant de faux titres scolaires ou de fausses expériences professionnelles), nombre d'entre eux sont enclins à restreindre considérablement leurs ambitions professionnelles. Découragés à l'avance par la concurrence, peu sûrs de la valeur de leurs titres scolaires, ils partent souvent battus

d'avance dans la course à l'emploi qualifié. C'est donc avec l'image d'eux-mêmes, telle qu'elle a été en partie façonnée par leur passage par l'enseignement long, que ces «enfants de la démocratisation» doivent composer lorsqu'ils sont confrontés au marché du travail.

Stéphane Beaud
Université de Nantes
et École normale supérieure
Laboratoire de sciences sociales,
Paris

111

Notes

¹ Nous avons réalisé vingt-deux entretiens approfondis et un travail de suivi de jeunes que nous avons interviewés quatre ans plus tôt. La population de ces enquêtés a été constituée à partir de l'analyse du fichier de la mission locale (environ 350 cas de «bacheliers»), servant ainsi de micro-échantillon représentatif. Les jeunes qui se sont prêtés à l'interview appartiennent presque tous à des familles ouvrières habitant en pavillon : en général, ils appartiennent à des familles à deux enfants qui ont vécu au départ en HLM avant de s'installer en lotissement dans les années 1980. On constate néanmoins, dans le nombre d'entretiens réalisés, une sous-représentation des jeunes habitant les quartiers HLM de la région. Les jeunes diplômés des «cités» sont donc minoritaires dans l'échantillon : sur les six (quatre garçons, deux filles) qui ont été contactés et qui avaient donné par téléphone leur accord pour faire l'entretien, quatre (tous des garçons) ne se sont pas présentés au rendez-vous le jour dit. Notre échantillon est donc surtout composé d'enfants d'ouvriers pavillonnaires des environs de Montbéliard. Un des intérêts de l'enquête à la mission locale, qui est apparu après-coup, a été de nous donner le moyen d'interroger la fraction des jeunes qui, pour des raisons objectives, avaient de grandes chances de se révéler hors d'atteinte de l'enquête ethnographique parce qu'habitant dans des pavillons, peu insérés dans un tissu associatif, dispersés et isolés socialement. Un certain nombre d'entre eux appartiennent à des familles qu'on appelle localement des «peugeotistes» (c'est-à-dire reconnaissables vis-à-vis de l'entreprise et inscrites historiquement dans une logique de rapports paternalistes). Cette enquête a donné lieu à un rapport de recherche (Beaud, 1999).

- ² Il obtient une « mission » de huit jours dans une PME de plasturgie puis un contrat de six mois comme ouvrier non qualifié (« aide-extrudeur »). Entre-temps il passe et réussit le concours d'adjoint de sécurité dans la police, ce qui le conduit à interrompre son contrat de travail à l'usine.
- ³ Ce thème de la distance entre générations ouvrières est traité de manière plus large et approfondie dans Beaud et Pialoux, 1999.
- ⁴ Pendant son temps laissé libre par sa situation de chômage, il a monté, avec un de ses amis, « garçon boucher », un projet de création d'entreprise de petit frère. Au dernier moment, il a reculé, lorsque la banque lui a demandé de mettre en caution la maison de ses parents. Son ami est allé jusqu'au bout, avec des chances de réussite qui semblent s'amenuiser.
- ⁵ Cette attitude est possible dans la mesure où la possession de diplômes (qui autorise reprise d'études ou passation de concours) et leur jeune âge (ceux qui ont moins de 25 ans peuvent espérer d'autres perspectives professionnelles, comme les « emplois-jeunes ») tendent à leur faire vivre leur condition comme provisoire. Il s'agit d'un travail en attendant de repartir vers autre chose. C'est là la grande différence avec d'autres jeunes qui, eux, n'ont pas d'autre échappatoire que ces métiers du bas. En même temps cette illusion d'un autre avenir professionnel, typique des premiers emplois, peut s'évanouir au contact de la réalité du marché du travail. S'ils peuvent vivre ces premiers travaux comme provisoires lors des deux premières années postérieures à leur sortie du système d'enseignement, ils peuvent aussi bien se retrouver pris au piège du boulot qu'ils doivent faire.
- ⁶ Il n'a d'ailleurs jamais quitté le domicile familial, même lors des six années où il était en faculté. Il ne s'est jamais installé avec une « copine », se disant « instable » à ce niveau lors de ses six années d'étudiant et ayant renoncé aujourd'hui à envisager une vie de couple tant que perdurera sa situation de précarité.
- ⁷ On peut supposer que si ces valeurs sont si fortement intériorisées chez lui, c'est parce qu'elles lui ont été durablement inculquées dans son milieu familial. En effet, tout laisse croire qu'il appartient à une famille de « peugeotistes » (son père a toujours donné satisfaction à l'entreprise). On sent bien, derrière nombre de ses prises de position, l'écho plus ou moins assourdi des propos familiaux : la « volonté » de s'en sortir, le refus des métiers qui sont trop marqués comme des boulots d'« esclaves » (la « chaîne », de manière durable, c'est pour les autres).
- ⁸ Celui qui a fait des études de micro- et macroéconomie, de droit du travail, de gestion des ressources humaines, etc.
- ⁹ C'est cette configuration familiale qui lui fait mesurer le leurre qu'a constitué pour lui la poursuite d'études. Ses parents ont bien essayé de le freiner, ils lui ont conseillé de s'arrêter au niveau du DEUG, mais lui, en quelque sorte grisé par son statut et par le caractère convivial de la « petite fac », s'est laissé prendre au jeu.
- ¹⁰ Il habite alternativement chez ses parents qui sont divorcés, sa mère est restée dans l'appartement familial et son père est retourné vivre auprès de ses parents. Pour soulager sa mère (« c'est déjà bien qu'elle puisse m'héberger gratuitement »), il passe l'autre partie de la semaine avec son père chez ses grands-parents paternels. Son père, ouvrier d'usine, l'aide de temps en temps (« il me donne, mais de temps en temps, en tout cas pas suffisamment pour pouvoir m'acheter des revues et des livres »). Sa grand-mère lui donne 500 francs par mois. Il est donc très juste financièrement, surveillant de très près ses dépenses, étant quand même obligé de demander à ses parents (« disons que j'ai l'impression un peu d'être un parasite »).
- ¹¹ Il possède un ordinateur chez lui, depuis mai 1996.

Bibliographie

- APPAY, Béatrice, et Anne THÉBAUD-MONY. 1997. *Précarisation sociale, travail et santé*. Paris, Iresco.
- BAUDELLOT, Christian, et Michel GOLLAC. 1997. « Le salaire du trentenaire », *Économie et statistique*, juin.
- BEAUD, Stéphane. 1997. « Le temps élastique. Étudiants "de cité" et examens universitaires », *Terrain. Carnets du Patrimoine ethnologique*, 29.
- BEAUD, Stéphane. 1999. *Jeunes Diplômés et petits boulots dans une région ouvrière. Dire et gérer le déclassement*. Rapport de recherche pour la DARES (Ministère du

Travail), programme « Précarités » de la Mire, mars.

- BEAUD, Stéphane, et M. PIALOUX. 1999. *Retour sur la condition ouvrière*. Paris, Fayard.
- CHAUVEL, Louis. 1998. *Destins de générations*. Paris, PUF.
- ECKERT, Henri. 1999. « L'émergence de l'ouvrier bachelier », *Revue française de sociologie*, XL, 2.
- GORGEU, Armelle, et René MATHIEU. 1996. « Les ambiguïtés de la proximité », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 114.
- GORGEU, Armelle, René MATHIEU et Michel PIALOUX. 1998. « Organisation du travail et gestion de la main-d'œuvre dans la filière automobile », *Dossier du Centre d'études et de l'emploi*, 14.
- GOUX, Dominique, et Éric MAURIN. 1998. « La nouvelle condition ouvrière », *Notes de la Fondation Saint-Simon*, 100, septembre.
- GRIGNON, Claude, et Louis GRUEL. 1999. *La Vie étudiante*. Paris, PUF.
- MAUGER, Gérard. 1996. « Le monde défait des ouvriers », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 115.
- MAUGER, Gérard. 1998. « La reproduction des milieux populaires "en crise" », *Ville-Ecole-Intégration*, 113.
- PIALOUX, Michel. 1979. « Jeunesse sans avenir et travail intérimaire », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 26-27.
- PIALOUX, Michel. 1999. *Retour sur la condition ouvrière*. Paris, Fayard.